



www.experians.net

Newsletter 1 : Delhi

Experians est une association française loi 1901 créée par deux jeunes diplômés de l'Ecole Polytechnique (Paris). Son objectif est d'étudier les solutions développées face aux problèmes d'assainissement dans les quartiers urbains pauvres des pays en développement. A partir d'expériences de six villes : Delhi, Hanoi, Phnom Penh, Santiago, Buenos Aires et Antananarivo, l'association entend apporter un oeil nouveau et une analyse transverse sur ces problèmes

***Delhi :** 14 millions d'habitants, dont près de 3 millions dans 1190 bidonvilles (NIUA, 2001). L'incroyable explosion démographique de la ville de Delhi et l'absence de réponse des autorités publiques au problème du logement ont contraint les nouvelles populations à se fixer illégalement sur des terrains ne leur appartenant pas et sans respect des normes en vigueur. En raison de cette insécurité foncière, ces nouveaux occupants n'ont pas investi dans les équipements collectifs nécessaires pour s'assurer les services tels que l'assainissement, services que la municipalité refuse de délivrer à ces colonies non-autorisées.*

Phil, jeune ingénieur travaillant pour une ONG rentre de sa mission à Delhi. Il livre ses premières impressions sur l'assainissement des bidonvilles à son collègue Bernard, plus expérimenté que lui.

B : Je t'écoute... Qu'as tu trouvé ?

Ph : Bien... Commençons par l'institutionnel. J'ai trouvé la répartition des compétences assez floue. En théorie, le Delhi Water Board (DWB) est en charge de l'eau potable, des eaux usées et des drains tandis que le Municipal Corporation of Delhi (MCD) traite essentiellement les déchets solides et le nettoyage des rues. Même si depuis 2000, c'est le MCD qui

doit officiellement décider des politiques en matière de fourniture de services urbains aux populations des bidonvilles et les faire appliquer, le manque de concertation d'action entre ces deux agences administratives nuit à leur efficacité dans ces zones.

B : Et concrètement, quelle est la situation dans ces bidonvilles ?

Ph : En ce qui concerne les eaux usées, les habitants les déversent dans les drains à ciel ouvert et les égouts lorsqu'ils en disposent, mais la majorité les jette sur le sol. De toute façon, le nombre élevé d'égouts bouchés et l'insuffisance des capacités de traitement de la ville causent de graves dommages environnementaux puisque près de la moitié des eaux usées sont déversées directement dans la Yamunâ. J'ai eu l'impression d'ailleurs que ces problèmes occupent à plein temps le DWB... Concernant les eaux vannes, ce qui est choquant, c'est que plus de la moitié des habitants des bidonvilles sont contraints de déféquer à l'air libre! Actuellement, les autorités et ONGs cherchent surtout à mettre en place davantage de toilettes publiques

B : D'accord... Qui construit et gère ces toilettes?

Ph : Des agences de développement telles que JICA (Japan International Cooperation Agency, 1200 toilettes) les financent. Le MCD en construit la plupart et leur gestion est souvent confiée à des ONGs locales.

B : Je vois... Et techniquement comment fonctionnent ces toilettes?

Ph : Les toilettes publiques sont reliées au réseau d'égouts, enfin en théorie.... Mais ce qui m'a semblé incroyable, c'est la subsistance d'une pratique très dangereuse au niveau sanitaire : le « scavenging » - la vidange manuelle. En Inde, 400 000 vidangeurs manuels récoltent et transportent quotidiennement des excréta humains dans des seaux !

B : Y-a-t-il des actions menées pour enrayer ces pratiques?

Ph : La politique du MCD consiste à subventionner le transfert de technologies de la latrine traditionnelle à seau à l'usage de toilettes avec chasse d'eau. Sinon, j'ai rencontré Sulabh, une ONG indienne, qui mène depuis 1968 une

**En Inde,
400 000 vidangeurs
manuels récoltent et
transportent
quotidiennement des
excréments humains
dans des seaux !**



campagne d'éradication des scavengers par la promotion de technologies à faible coût : la formule est simple et efficace : des latrines privées à deux fosses et des complexes de toilettes publiques payantes (qui reposent sur une approche intégrée hygiène/santé/traitement des déchets liquides). Les résultats sont convaincants : 1,2 millions de latrines vendues et 5 500 complexes construits.

B : Les indiens seraient donc disposés à payer pour leur assainissement ?

Ph : Malgré de fortes réticences initiales, le système fonctionne bien aujourd'hui en milieu rural et dans les zones de passage : gares, marchés... Néanmoins, je pense que cette approche, trop commerciale, de Sulabh n'est pas soutenable dans les bidonvilles car leurs habitants ne veulent pas payer systématiquement l'entrée unitaire, surtout pour les familles nombreuses, et adhèrent difficilement à l'idée d'un abonnement mensuel pour un système dans lequel ils ne sont pas impliqués- le recouvrement est très faible.

B : Penses-tu qu'impliquer les communautés amènerait une meilleure gestion des toilettes ?

Ph : Le nombre de projets basés sur une approche communautaire s'accroît rapidement et les planificateurs tiennent davantage compte de ces « nouveaux acteurs ». Je me suis surtout attardé sur celui mené par le National Institute of Urban Affairs (NIUA). En utilisant des outils pédagogiques, le NIUA fait émerger des leaders naturels dans la communauté (surtout des femmes) et les préoccupations prioritaires de la population locale dont ils deviennent le relais. Dans deux bidonvilles étudiés, dont un que j'ai pu visiter, l'assainissement a été désigné comme le premier souci de la communauté. Des actions ont alors été menées : diffusion d'information aux familles, nettoyage biannuel du bidonville, instauration de poubelles dans les foyers et surtout (ré)ouverture du dialogue avec le bureau local du MCD.



B : Quels ont été les résultats ?

Ph : Selon moi, ils sont plutôt bons. D'une part, les habitants ont fait valoir leurs droits et amélioré leur situation d'assainissement - j'ai les chiffres si tu veux - et d'autre part, les différentes étapes du projet ont permis de recueillir et digitaliser une information géographique de l'assainissement sur le bidonville (réseau de drains, poubelles privées,...). Les cartes sont vraiment bien faites et utiles.

B : Mais ce genre d'informations évolue rapidement, tu ne penses pas ?

Ph : Elle est réactualisée tous les six mois, en tout cas pour

le bidonville que j'ai vu. Mais c'est vrai qu'on peut s'interroger sur la faisabilité d'un tel projet à l'échelle de la ville - la montée en échelle est de 1 à 1190 bidonvilles. Si cela est réalisable et fonctionne - les négociations sont en cours -, cette information constituerait un puissant outil de planification basé sur les besoins réels des populations pauvres.

B : Les indiens ont donc visiblement grand espoir dans leurs communautés.

Ph : En effet ! D'autres projets intéressants sont menés au niveau des communautés concernant la réhabilitation des « ragpickers », ces individus - ils sont 100 000 à Delhi - qui ramassent les ordures

recyclables auprès des foyers et dans les points de regroupement. Travailleurs illégaux, ils ne sont reconnus ni par la municipalité - en dépit du fait qu'ils ramassent 10 à 15 % des déchets solides et permettent une économie de 20 % dans ce domaine au MCD- , ni par les habitants dont ils collectent les déchets. Des ONGs les ont regroupés et intégrés dans les communautés leur apportant un statut et une reconnaissance sociale : les « ragpickers » deviennent des « waste collectors ».

B : Et comment ces « waste collectors » sont-ils rémunérés ?

Ph : Il existe un important secteur du recyclage, informel pour les ¾ : les déchets vont du « ragpicker » à l'usine de retraitement en passant par des petits, moyens et grands revendeurs/recycleurs (10 000 à Delhi). Ajoutés aux cotisations des foyers pour le ramassage porte-à-porte, le produit de la vente des déchets triés permet de payer aux « waste collectors » un salaire minimum.

B : OK... Et la municipalité dans tout ça ?

Ph : Le MCD s'occupe de la collecte des déchets à partir des points de transfert - il y a peu de pré-collecte pour l'instant. Delhi produit 6500 tonnes de déchets par jour et 50 % des déchets proviennent des bidonvilles. Le peu de recyclage et de compostage - alors que 50 % des déchets sont organiques et 15 à 40 % supplémentaires sont recyclables - font que leurs trois décharges se remplissent à un rythme trop soutenu. J'ai remarqué néanmoins, et c'est un bon point, que le MCD accepte de nombreux accords et négociations avec les ONGs et les communautés de bidonvilles, afin de leur fournir les services de base.

B : Bien... Cela fait beaucoup d'informations. Laisse toi le temps d'y réfléchir... Au fait, tu pars bientôt à Hanoi. Bonne chance...

Des ONGs ont regroupé et intégré les "ragpickers" dans les communautés, leur apportant ainsi un statut et une reconnaissance sociale.

Ressources électroniques :

National Institute of Urban Affairs : www.niua.org,

Toxics Link : www.toxicslink.org,

Sulabh : www.sulabhinternational.org.

Contacts Experians : www.experians.net

celia.de-lavergne@m4x.org, julien.gabert@m4x.org